



MARCHE PUBLIC DE TECHNIQUES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION

PROCEDURE ADAPTEE En application des articles L2123 et R2123 du Code de la Commande Publique

Acquisition d'un outil de gestion du temps de travail et des absences avec prestations associées

Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)

*N° de marché
MP-2022-49*

Service Ressources
Finances / Marchés Publics

SOMMAIRE

Article 1 :	Identification de l'acheteur	4
Article 2 :	Objet du marché public	4
Article 3 :	Décomposition du marché	4
Article 4 :	Pièces contractuelles du marché	4
Article 5 :	Procédure de passation.....	5
Article 6 :	Durée du marché et délai d'exécution	5
Article 6.1 :	Délai d'exécution.....	5
Article 6.2 :	Prolongation des délais	5
Article 7 :	Prix	5
Article 7.1 :	Contenu des prix	5
Article 7.2 :	Modalités de variation des prix	6
Article 7.2.1 :	Révision des prix de la maintenance	6
Article 8 :	Dispositions concernant l'avance	6
Article 8.1 :	Taux et conditions de versement de l'avance	6
Article 8.2 :	Remboursement de l'avance	7
Article 8.3 :	Avance du sous-traitant	7
Article 9 :	Obligation du candidat	7
Article 10 :	Confidentialité	7
Article 11 :	Conditions et Modalités d'exécution	8
Article 12 :	Constatation de l'exécution des prestations	8
Article 12.1 :	Installation et mise en œuvre.....	8
Article 12.2 :	Formations et présentation.....	8
Article 13 :	Garantie.....	8
Article 13.1 :	Garantie technique	8
Article 13.2 :	Prolongation de la garantie technique	8
Article 14 :	Dispositions spécifiques à la maintenance et au support	8
Article 14.1 :	Dispositions spécifiques	8
Article 14.2 :	Délais d'intervention	9
Article 15 :	La présentation de la solution aux collaborateurs	9
Article 16 :	Sous-traitance.....	9
Article 17 :	Pénalités	9
Article 17.1 :	Pénalités pour retard de mise en œuvre et des formations	9
Article 17.2 :	Pénalités pour retard dans le traitement ou réparation des dysfonctionnements	9
Article 17.3 :	Pénalités pour violation des obligations de confidentialité ou de protection des données à caractère personnel	9
Article 18 :	Modalités de règlement	9
Article 18.1 :	Paieement des cotraitants	10
Article 18.2 :	Paieement des sous-traitants	10
Article 19 :	Acompte et précision sur les modalités de règlement	10
Article 19.1 :	Acquisition et mise en œuvre	10
Article 19.2 :	Formation des administrateurs et présentation aux collaborateurs	10

Article 19.3 :	Acquisition de(s) badgeuse(s)	10
Article 19.4 :	Interface avec Microsoft Exchange.....	10
Article 19.5 :	Maintenance.....	10
Article 20 :	Présentation des demandes de paiement	10
Article 21 :	Protection des données à caractère personnel	11
Article 21.1 :	Description du traitement de données à caractère personnel	11
Article 21.2 :	Obligations du titulaire.....	11
Article 21.2.1 :	Autorisation de désignation d'un autre prestataire	12
Article 21.2.2 :	Droit d'information des personnes concernées	12
Article 21.2.3 :	Exercice des droits des personnes	12
Article 21.2.4 :	Notification des violations de données à caractère personnel.....	12
Article 21.2.5 :	Aide du titulaire dans le cadre du respect par l'acheteur de ses obligations	13
Article 21.2.6 :	Mesures de sécurité des données à caractère personnel	13
Article 21.2.7 :	Sort des données	13
Article 21.2.8 :	Délégué à la protection des données	13
Article 21.2.9 :	Registre des catégories d'activités de traitement	13
Article 21.2.10 :	Documentation	14
Article 21.2.11 :	Obligations de l'acheteur	14
Article 22 :	Propriété des données et utilisation des résultats	14
Article 22.1 :	Propriété des données et des documents	14
Article 22.2 :	Utilisation des résultats et droit de propriété intellectuelle.....	14
Article 23 :	Assurances	14
Article 24 :	Résiliation	15
Article 25 :	Redressement ou liquidation judiciaire	15
Article 26 :	Règlement des litiges et langues	15
Article 27 :	Modification du marché	15
Article 27.1 :	Modification du marché par avenant	15
Article 27.2 :	Réexamen des modalités financières	15
Article 27.3 :	Clauses de réexamen	16
Article 28 :	Dérogations au CCAG-TIC	16

Article 1 : Identification de l'acheteur

Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale d'Ille et Vilaine
Village des Collectivités Territoriales
1, avenue de Tizé
CS 13600
35236 Thorigné-Fouillard Cedex

Article 2 : Objet du marché public

Le présent marché a pour objet l'acquisition d'un outil de gestion du temps de travail et des absences pour le compte du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale d'Ille-et-Vilaine (CDG 35).

Article 3 : Décomposition du marché

Le marché comporte l'offre de base et une prestation supplémentaire éventuelle, définies comme suit :

Le Marché de base	Acquisition de la solution
	Installation, paramétrage et intégration
	Fourniture de badgeuse(s) (cf. article 2.2.1.1 du CCTP)
	Reprise des données
	Interface avec le logiciel CIRIL (Civil Net RH)
	Formation des administrateurs techniques
	Formation des administrateurs fonctionnels
	Présentation de la solution aux collaborateurs
	Maintenance réglementaire et fonctionnelle et maintenance des badgeuses
	Réversibilité
PSE N° 1	Interface avec Microsoft Exchange

Les spécifications techniques sont précisées dans le CCTP.

Article 4 : Pièces contractuelles du marché

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG - Techniques de l'Information et de la Communication (CCAG-TIC), les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité ci-après :

- l'Acte d'Engagement (AE)
- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'acheteur fait seul foi ;
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'acheteur fait seul foi ;
- le Bordereau des prix (BP) ;
- l'acte de sous-traitance accepté par l'acheteur le cas échéant
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de techniques de l'information et de la communication, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 et modifié par l'arrêté du 30 septembre 2021 publié au JO du 7 octobre 2021 ;
- le contrat de maintenance et de service de suivi du logiciel selon le modèle proposé par le titulaire est accepté par l'acheteur. Ce contrat doit respecter des conditions prévues au CCAP et au CCTP ;
- le mémoire technique ;

En cas de contradiction entre les clauses des documents rédigés par le Titulaire (clauses générales des ventes, mémoires techniques, autres annexes du candidat) et les clauses des documents rédigés par le Pouvoir Adjudicateur, seules prévalent les clauses du CCAP, CCTP et leurs annexes.

Article 5 : Procédure de passation

Le présent marché est passé selon la procédure adaptée en application des articles L2123-1 et R2123-1 1° du Code de la Commande Publique.

Article 6 : Durée du marché et délai d'exécution

Le marché de base prendra effet à compter de la notification du marché au titulaire et expirera à l'admission du logiciel.

Si la PSE n° 1 est retenue par le CDG 35 au moment de l'attribution du marché, son exécution commencera à réception de l'ordre service adressé au titulaire du marché. Ces prestations doivent être réalisées dans un délai de six mois maximum à partir des dates mentionnées dans l'ordre de service.

Article 6.1 : Délai d'exécution

La durée de mise en œuvre de l'offre de base, de l'étape d'initialisation à la Vérification de Service Régulier, ne doit pas excéder 6 mois.

Le CDG 35 souhaite ainsi que la VSR de l'offre de base soit déclarée pour le 31 mai 2023.

La date prévisionnelle de début de l'exécution est le 08 décembre 2022.

Pour l'ensemble des prestations, le titulaire devra se conformer aux délais d'exécution indiqués dans son offre (planning de réalisation) sous peine de pénalités (article 17 du CCAP).

Le planning prévisionnel de réalisation éventuellement mis au point deviendra définitif à la signature du marché. Il aura valeur contractuelle. Le titulaire s'engage sur les délais proposés. Le planning doit respecter les délais mentionnés dans le CCTP.

Le contrat de maintenance prendra effet à compter de la date de la réception et ce pour une durée de un (1) an renouvelable trois (3) fois par tacite reconduction.

La première année la maintenance est incluse dans la période de garantie (12 mois à compter de la réception définitive, qui est prononcée à l'issue de la période de la VSR).

La reconduction du contrat de maintenance est tacite et le titulaire ne peut s'y opposer. Le CDG 35 pourra résilier le contrat de maintenance à tout moment sous réserve de respecter un délai de préavis de 2 mois.

Article 6.2 : Prolongation des délais

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le Pouvoir Adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-TIC.

Par dérogation à l'article 13.3 du CCAG-TIC, lorsque le pouvoir adjudicateur est dans l'impossibilité de réaliser les vérifications nécessaires à la validation du service fait ou d'une étape (Cf. MOM, VA, VSR ou réception), celui peut procéder à la prolongation du délai d'exécution par l'émission d'un ordre de service au titulaire du marché.

Article 7 : Prix

Article 7.1 : Contenu des prix

Les prestations faisant l'objet du marché seront réglées par un prix forfaitaire sur la base du bordereau de prix.

Conformément à l'article 10.1.3 du CCAG-TIC, les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, des frais afférents à l'application de l'article 18.1.2 du CCAG-TIC, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

La rémunération du titulaire au titre de la maintenance couvre notamment la valeur des pièces ou éléments, outillages ou ingrédients nécessaires, ainsi que les frais de la main-d'œuvre qui leur est affectée, y compris les indemnités de déplacement et les frais nécessités par les modifications mentionnées à l'article 39.1 du CCAG-TIC

Le prix de la première année de la maintenance est inclus dans la période de garantie (12 mois à compter de la réception définitive, qui est prononcée à l'issue de la période de la VSR).

Article 7.2 : Modalités de variation des prix

Les prix des prestations faisant l'objet du marché sont **fermes** à exception des prix relatifs aux prestations de la maintenance qui sont révisables : maintenance du logiciel, maintenance de l'interface et maintenance des badgeuses

Article 7.2.1 : Révision des prix de la maintenance

Les prix de la maintenance sont révisés annuellement à la date anniversaire du début de cette prestation, soit à la date anniversaire de la réception.

Par dérogation à l'article 10.2.4 (révision) du CCAG-TIC, les prix de la maintenance sont réputés établis sur la base des conditions économiques du **mois d'octobre 2022** ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix de la maintenance sont révisés annuellement par application aux prix du marché d'un coefficient Cn donné par les formules suivantes :

$$P_n = P_0 \times C_n$$
$$C_n = 15,00\% + 85,00\% (I_n/I_0)$$

Dans laquelle :

- **P_n** est le prix révisé
- **P₀** est le prix initial du marché
- **C_n** est le coefficient de révision
- **I₀** est la valeur de l'index de référence I au mois zéro
- **I_n** est la valeur de l'index de référence I connue au mois n

L'index de référence I est l'index SYNTEC, disponible sur le site <http://www.juristique.org/indices/indice-syntec> (historique de l'indice Syntec).

En cas de cessation de publication ou de disparition de l'indice de référence, les parties conviennent d'adopter, par simple échange de lettre ou par voie dématérialisée, et sans que la passation d'un avenant ne soit nécessaire l'indice de remplacement publié, ou si aucun indice de remplacement n'est publié, de choisir un indice similaire.

Article 8 : Dispositions concernant l'avance

Article 8.1 : Taux et conditions de versement de l'avance

Sauf refus du titulaire exprimé dans l'acte d'engagement, l'avance obligatoire est octroyée lorsque le montant initial HT du marché dépasse 50 000 euros HT, dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

L'option retenue au sens du CCAGTIC est l'option B.

Cette avance est égale à 5 % du montant initial du marché (si la durée du marché est inférieure ou égale à douze mois) ou à 5 % d'une somme égale à douze fois le montant initial du marché divisé par la durée du marché exprimée en mois.

Lorsqu'une partie du marché est sous-traitée, l'avance versée au titulaire est calculée sur la base du montant du marché diminué le cas échéant du montant des prestations confiées aux sous-traitants et donnant lieu à paiement direct. Si le marché est passé avec des entrepreneurs groupés, au sein duquel il est possible d'individualiser les prestations respectives de chaque membre ainsi que leur montant, l'acheteur verse la part de l'avance revenant à chaque entreprise. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

L'avance n'est pas affectée par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le paiement de l'avance est subordonné à la production de la garantie à première demande portant sur l'intégralité de l'avance prévue au code de la commande publique engageant le titulaire à rembourser, s'il y a lieu, le montant de l'avance consentie.

Article 8.2 : Remboursement de l'avance

Le remboursement de l'avance, effectué par précompte sur les sommes dues à titre d'acomptes ou de règlement partiel définitif ou de solde, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre de l'avance atteint ou dépasse 65% du montant de ces prestations.

Ce remboursement doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées au titre de l'avance atteint 80% du montant initial toutes taxes comprises des prestations en cause.

Article 8.3 : Avance du sous-traitant

Dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée à leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct.

Le droit à l'avance du sous-traitant est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par la personne signataire du marché.

Le remboursement de cette avance s'effectue dans les mêmes conditions de rythme et de modalités que celles prévues pour le titulaire.

Le prestataire ayant conclu le contrat de sous-traitance prend ce versement et ce remboursement en compte pour fixer le montant des sommes devant faire l'objet d'un paiement direct au sous-traitant.

Si le titulaire du marché qui a perçu l'avance sous-traite une part du marché postérieurement à sa notification, il rembourse l'avance correspondant au montant des prestations sous-traitées, même dans le cas où le sous-traitant ne peut pas ou ne souhaite pas bénéficier de l'avance.

Le remboursement par le titulaire s'impute sur les sommes qui lui sont dues par l'entité adjudicatrice dès la notification de l'acte spécial.

Article 9 : Obligation du candidat

A la remise de l'offre, le candidat liste l'ensemble des pré-requis qu'il juge nécessaires à la réalisation des prestations, le pouvoir adjudicateur se réservant le droit de refuser toute demande ultérieure ou complément qui n'aurait pas été indiqué dans la réponse à la présente consultation.

Avant la remise de son offre, le candidat doit prendre connaissance de tous les documents mis à sa disposition et s'enquérir de toutes les informations qui lui semblent utiles et de toutes sujétions relevant des équipements techniques de la personne publique. Il s'engage à demander à la personne publique, en temps utile, toutes informations complémentaires qui lui seraient nécessaires pour l'exécution du présent marché.

Le candidat est réputé connaître les conditions techniques existantes au moment de l'établissement de son offre, objet de la consultation. Il ne peut pas faire état d'erreurs, omissions ou incohérences pour n'exécuter qu'une prestation incomplète ou non conforme aux règles de l'art. Il ne sera acceptée aucune majoration du prix des prestations forfaitaires sous prétexte de la méconnaissance des conditions d'exécution.

Le candidat ne pourra se prévaloir de conditions techniques insuffisantes à la réalisation de l'opération qu'il n'aura pas dûment signalées au moment de son offre.

Article 10 : Confidentialité

Le titulaire est tenu, ainsi que l'ensemble de son personnel et, le cas échéant, de ses sous-traitants et fournisseurs, au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, études, décisions dont ils auront eu connaissance durant l'exécution du marché.

Ils s'interdisent notamment toute communication écrite ou verbale sur ces sujets et toute remise de documents à des tiers sans l'accord préalable du Pouvoir adjudicateur.

En cas d'évolution de la législation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles demandées par le Pouvoir Adjudicateur, afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'une modification par les parties au marché.

Lors de l'exécution du marché, le Pouvoir Adjudicateur pourra mettre à la disposition du Titulaire des extractions de données (exports, bases, documents, etc.). Le Titulaire s'engage à les utiliser exclusivement dans le cadre de la prestation et à les rendre anonyme ou à les détruire après usage.

Le Titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité. Elles leur sont applicables et le titulaire reste responsable du respect de celles-ci.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

Article 11 : Conditions et Modalités d'exécution

L'exécution du marché se déroule dans les locaux du CDG 35 ou à distance, sous réserve de l'acceptation du CDG 35, conformément à la description des prestations attendues définies dans le CCTP.

Article 12 : Constatation de l'exécution des prestations

Article 12.1 : *Installation et mise en œuvre*

L'admission se fera par le processus suivant et s'applique à l'ensemble des étapes décrites dans le CCTP.

Les opérations d'installation et de vérification comprennent trois étapes que sont la mise en ordre de marche, la vérification d'aptitude et la vérification de service régulier qui s'effectuent conformément aux modalités précisées dans l'article 4.3 du CCTP et les articles 29 à 35 du CCAG-TIC.

Article 12.2 : *Formations et présentation*

Les vérifications relatives à ces prestations se font sur constatation du service fait. Un certificat de service fait sera alors délivré au titulaire du marché.

Article 13 : Garantie

Article 13.1 : *Garantie technique*

Les prestations font l'objet d'une garantie minimale de 12 mois dont le point de départ est prononcé de la décision de réception.

La période dite de garantie est comprise comme la période pendant laquelle le titulaire s'oblige à remettre en état ou à remplacer à ses frais la partie de la prestation qui serait reconnue défectueuse, exception faite du cas où la défectuosité serait imputable au pouvoir adjudicateur.

Cette garantie couvre également les frais de déplacement de personnel, de conditionnement, d'emballage et de transport de matériel nécessités par la remise en état ou le remplacement, qu'il soit procédé à ces opérations au lieu d'utilisation de la prestation ou que le titulaire ait obtenu que la fourniture soit renvoyée à cette fin dans ses locaux.

Lorsque, pendant la remise en état, la privation de jouissance entraîne pour l'acheteur un préjudice, celui-ci peut exiger un matériel de remplacement équivalent.

Le délai de garantie est prolongé du délai de privation de jouissance.

Article 13.2 : *Prolongation de la garantie technique*

Si au terme du délai de garantie le titulaire n'a pas procédé aux remises en état prescrites, ce délai est prolongé jusqu'à l'exécution complète des remises en état.

Article 14 : Dispositions spécifiques à la maintenance et au support

Le présent marché intègre des prestations de maintenance et d'assistance telles que définies aux articles 38 à 42 du CCAG-TIC. La maintenance prendra effet lorsque la période de garantie arrivera à son terme.

Article 14.1 : *Dispositions spécifiques*

Les dispositions spécifiques à la maintenance et à l'assistance seront précisées dans les contrats de maintenance rédigés par le titulaire conformément l'article 5.2.3 et à l'article 5.2.4 du CCTP.

Article 14.2 : Délais d'intervention

Le titulaire s'engage à respecter les délais d'intervention indiqués dans l'article 5.2.3 du CCTP.

En cas de non-respect de ces délais d'intervention, le titulaire se verra appliquer des pénalités conformément à l'article 17 du CCAP.

Article 15 : La présentation de la solution aux collaborateurs

La formation des utilisateurs aura lieu dans les locaux du CDG 35 ou à distance sous réserve de la validation du CDG35 et se déroulera conformément l'article 2.2.4 du CCTP. Le titulaire précise dans son offre la modalité de présentation.

Article 16 : Sous-traitance

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché à condition d'avoir obtenu du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance.

Le sous-traitant, dont les conditions de paiement auront été agréées par la personne publique, bénéficiera du paiement direct par le CDG 35, pour toute somme supérieure ou égale à 600 euros HT.

Les conditions de paiement du sous-traitant sont identiques à celles du titulaire.

Chaque sous-traitant devra justifier qu'il est à jour de ses obligations fiscales et sociales.

Article 17 : Pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-TIC, le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné à 10% du montant total hors taxes du marché, de la tranche considérée ou du bon de commande.

Article 17.1 : Pénalités pour retard de mise en œuvre et des formations

Le planning de réalisation établi par le titulaire dans son offre aura valeur contractuelle.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-TIC lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard et sans mise en demeure préalable, une pénalité fixée à 100,00€.

Article 17.2 : Pénalités pour retard dans le traitement ou réparation des dysfonctionnements

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-TIC, en cas de non-respect des délais contractuels d'exécution, de livraison ou de vérification conformément à l'article 5.2.3 du CCTP et ce, dû au fait du titulaire, celui-ci encourt deux types de pénalités :

- 200 euros par jour de retard à l'expiration du délai pour les incidents bloquants ou majeurs, sans mise en demeure préalable
- 50 euros par jour ouvré de retard et sans mise en demeure préalable, à l'expiration du délai, pour les incidents mineurs.

Article 17.3 : Pénalités pour violation des obligations de confidentialité ou de protection des données à caractère personnel

En cas de violation des obligations de confidentialité ou de protection des données à caractère personnel, les dispositions de l'article 14.3 du CCAG-TIC s'appliquent.

Article 18 : Modalités de règlement

Les prestations seront rémunérées par mandat administratif selon la réglementation en vigueur.

Les sommes dues au titulaire seront payées dans un délai global de paiement de 30 jours à compter de la date de réception de la facture.

Article 18.1 : Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-TIC.

Article 18.2 : Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également valider la demande de paiement.

Article 19 : Acompte et précision sur les modalités de règlement

Les acomptes seront versés au Titulaire dans les conditions de l'article 11 du CCAG-TIC.

Les prestations qui ont donné lieu à un commencement d'exécution du marché pourront faire l'objet d'acomptes en application des dispositions de l'article R. 2191-20 à R. 2191-22 du code de la commande publique.

Les acomptes seront versés au Titulaire dans les conditions de l'article 11 du CCAG-TIC et selon les modalités et les pourcentages suivants :

Article 19.1 : Acquisition et mise en œuvre

L'échéancier du paiement pour l'acquisition de la solution et la mise en œuvre :

Mise en ordre de marche (MOM)	30,00%
Vérification d'aptitude (VA)	30,00%
Vérification de service régulier (VSR)	30,00%
Réception	10,00%

Article 19.2 : Formation des administrateurs et présentation aux collaborateurs

Le paiement de la prestation se fera après service fait sur présentation de la facture.

Un certificat de service fait sera établi en double exemplaire par le pouvoir adjudicateur afin d'attester de la bonne exécution des prestations.

Article 19.3 : Acquisition de(s) badgeuse(s)

Le paiement de prestation sera après service fait et admission des prestations.

Article 19.4 : Interface avec Microsoft Exchange

Le paiement des prestations sera après service fait et admission des prestations.

Article 19.5 : Maintenance

Le paiement de la prestation s'effectuera conformément aux clauses indiquées dans le contrat de maintenance et à terme échoir.

Article 20 : Présentation des demandes de paiement

Les demandes de paiement sont présentées selon les conditions prévues à l'article 11.4 et 11.5 du CCAG-TIC et seront effectuées sur le portail de facturation CHORUS PRO conformément aux articles L. 2192-1 et suivants et D. 2192-1 et suivants du Code de la Commande Publique.

Toutes les informations nécessaires à la création d'un compte utilisateur ainsi que de la documentation et des propositions d'accompagnement sur l'espace collaboratif de Chorus Pro sont accessibles à l'adresse suivante : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr>

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

Pour la transmission des factures sur CHORUS PRO le N° de SIRET de CDG35 est : 283 503 563 00035
Le budget auquel elle rapporte : Budget Centre de Gestion d'Ille et Vilaine (205)

Outre les mentions légales, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
- 5° Le code d'identification du service en charge du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- 11° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures seront adressées à l'ordre de :

Madame la Présidente
Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale d'Ille-et-Vilaine
Village des Collectivités Territoriales
1, avenue de Tizé
CS 13600
35236 Thorigné Fouillard Cedex
Tél : 02.99.23.31.00

Comptable public assignataire des paiements :

Monsieur le Trésorier de Rennes Municipale
Le Colbert
31-32 place du Colombier
B.P. 23104
35031 Rennes Cedex
Tél. : 02.99.31.48.66

Article 21 : Protection des données à caractère personnel

Conformément à l'article 5.2 du CCAG-TIC, chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat. Ces règles sont issues du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ci-après désigné « le règlement européen sur la protection des données ».

Article 21.1 : Description du traitement de données à caractère personnel

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte de l'acheteur les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations objet du marché.

Article 21.2 : Obligations du titulaire

Le titulaire s'engage à :

- traiter les données uniquement pour les seules finalités du traitement,
- traiter les données conformément aux instructions de l'acheteur.

- stocker et traiter les données personnelles exclusivement sur le territoire européen,
- utiliser ses propres moyens ou recourir à des prestataires dont le siège social est au sein de l'Union Européenne ou dans un pays ayant un accord d'adéquation avec l'Union Européenne pour les traitements et le stockage de données personnelles,
- garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat,
- veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité, reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel, et prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen ou du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relatif à la protection des données, il en informe immédiatement l'acheteur. En outre, si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, il doit informer l'acheteur avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.

Article 21.2.1 : Autorisation de désignation d'un autre prestataire

Le titulaire peut faire appel à un autre prestataire, désigné « le sous-traitant ultérieur », pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit l'acheteur de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres prestataires. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement concernées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant ultérieur et les dates du contrat de sous-traitance ultérieur. L'acheteur dispose d'un délai minimum de 6 jours à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ultérieure ne peut être effectuée que si l'acheteur n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent contrat pour le compte et selon les instructions de l'acheteur. Il appartient au titulaire de s'assurer que celui-ci présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées. Le titulaire demeure pleinement responsable devant l'acheteur de l'exécution par le sous-traitant ultérieur de ses obligations.

Article 21.2.2 : Droit d'information des personnes concernées

Il appartient à l'acheteur de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

Article 21.2.3 : Exercice des droits des personnes

Le titulaire aide l'acheteur à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du titulaire des demandes d'exercice de leurs droits, le titulaire doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique à :

- 1- Le service métier : ressources.humaines@cdg35.fr
- 2- Le DPO : dpo@cdg35.fr

Article 21.2.4 : Notification des violations de données à caractère personnel

Le titulaire notifie à l'acheteur toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 24 heures après en avoir pris connaissance et par le moyen suivant :

- Le service métier : ressources.humaines@cdg35.fr
- le délégué à la protection des données (DPO) est disponible via le 02 99 23 31 00 ou par messagerie (dpo@cdg35.fr).

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'acheteur, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

La notification contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel (catégories et nombre approximatif de personnes concernées par la violation et d'enregistrements de données) ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Après accord de l'acheteur, le titulaire communique, au nom et pour le compte l'acheteur, la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.

La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient au moins les mêmes éléments que la notification ci-dessus.

Article 21.2.5 : Aide du titulaire dans le cadre du respect par l'acheteur de ses obligations

Le titulaire aide l'acheteur pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données ainsi que pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

Article 21.2.6 : Mesures de sécurité des données à caractère personnel

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel
- les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement;
- les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

Article 21.2.7 : Sort des données

Au terme de la prestation de services relatifs au traitement de ces données, le titulaire s'engage à renvoyer toutes les données à caractère personnel à l'acheteur. Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du titulaire. Une fois détruites, le titulaire doit justifier par écrit de la destruction.

Article 21.2.8 : Délégué à la protection des données

Le titulaire communique à l'acheteur le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément au règlement européen sur la protection des données.

Article 21.2.9 : Registre des catégories d'activités de traitement

Le titulaire déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de l'acheteur comprenant :

- le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels autres prestataires et, le cas échéant, du délégué à la protection des données,
- les catégories de traitements effectués pour le compte de l'acheteur,
- le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation

internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et les documents attestant de l'existence de garanties appropriées le cas échéant,

- une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins ;
- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
- des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

Article 21.2.10 : Documentation

Le titulaire met à la disposition de l'acheteur, la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par l'acheteur ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

Article 21.2.11 : Obligations de l'acheteur

L'acheteur s'engage à :

- fournir au titulaire les données visées à l'article "Description du traitement de données à caractère personnel",
- documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le titulaire,
- veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part du titulaire,
- superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du titulaire.

Article 22 : Propriété des données et utilisation des résultats

Article 22.1 : Propriété des données et des documents

Le CDG35 demeure propriétaire du contenu des données exploitées, traitées, hébergées et sauvegardées pour son propre compte par le titulaire. Le marché ne confère aucun droit d'utilisation des données au titulaire, qui ne peut ni les divulguer ni les transmettre à des tiers.

Demeurent la propriété de l'acheteur tous les documents, fichiers et données remis au titulaire pour l'exécution des prestations du présent marché ou produits pendant sa réalisation.

Le titulaire doit conserver l'ensemble des documents jusqu'à la fin du présent marché et s'engage à ne les utiliser que dans le cadre du présent marché. À l'issue du marché, le titulaire restitue à l'acheteur tout document.

Toute destruction de document en cours de marché doit faire l'objet d'un accord exprès de l'acheteur.

Article 22.2 : Utilisation des résultats et droit de propriété intellectuelle

Les modalités d'utilisation des connaissances antérieures et des résultats sont celles définies au chapitre 7 (articles 43 à 46) du CCAG-TIC.

Toutefois, les résultats ayant pour objet d'identifier le pouvoir adjudicateur, de promouvoir ses produits ou services et ceux qui ne peuvent pas être réutilisés en raison de leur confidentialité sont cédés à titre exclusif au profit du pouvoir adjudicateur.

Article 23 : Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-TIC, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement

d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Article 24 : Résiliation

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 47 à 54 du CCAG-TIC.

Par dérogation à l'article 51 du CCAG-TIC, en cas de résiliation du pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

Résiliation pour faute du Titulaire : les dispositions de l'article 50 du CCAG - TIC s'appliquent, notamment en ce qui concerne le non-respect des obligations relatives à la confidentialité, à la protection des données à caractère personnel et à la sécurité.

D'autre part, en cas d'inexactitude ou en cas de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail, il sera fait application aux torts du Titulaire des conditions de résiliation prévues par le CCAG - TIC.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations, ne figurant pas sur l'attestation d'exclusivité, aux frais et risques du titulaire.

Article 25 : Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

Article 26 : Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Rennes est compétent en la matière, à l'exception des litiges relatifs aux droits de la propriété intellectuelle et industrielle qui relèvent du juge judiciaire.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Article 27 : Modification du marché

Article 27.1 : Modification du marché par avenant

Pendant l'exécution du marché, le pouvoir adjudicateur peut prescrire au titulaire des modifications de caractère technique ou accepter les modifications que celui-ci propose.

La formulation de ces modifications, suite à l'acceptation par le pouvoir adjudicateur et en dehors des conditions décrites au CCTP donne lieu à la passation d'un avenant.

Article 27.2 : Réexamen des modalités financières

En cas de survenance d'un événement extérieur aux parties, imprévisible et bouleversant temporairement l'équilibre du contrat, l'acheteur et le titulaire du marché conviennent d'échanger pour discuter de la mise à jour éventuelle des prix afin de tenir compte des évolutions des produits ou prestations.

La mise à jour convenue prendra la forme d'un avenant qui pourra avoir pour objet, notamment :

- la modification des prix de la décomposition des prix globale et forfaitaire et/ou du bordereau des prix unitaires pendant une période temporaire ;
- la modification des modalités de révision des prix (fréquence, ajout/suppression/modification d'indice/index, ajout/suppression/modification du terme fixe) pendant une période temporaire.

Il appartient au titulaire de prouver à l'acheteur le caractère imprévisible de la situation ainsi que le bouleversement économique du contrat, entraînant pour le titulaire des charges supplémentaires, notamment par des justifications comptables. Ainsi, le titulaire devra être en mesure de justifier, d'une

part, son prix de revient et sa marge bénéficiaire au moment où il a remis son offre et, d'autre part, ses débours au cours de l'exécution du marché.

La conclusion d'un avenant doit permettre au titulaire de l'aider à surmonter les difficultés économiques temporairement rencontrées. Si la situation de déséquilibre économique du contrat devait perdurer dans le temps, l'acheteur se réserve la possibilité de dénoncer le marché à tout moment, et sans que le titulaire puisse prétendre à une indemnité.

Article 27.3 : *Clauses de réexamen*

Sans qu'il soit nécessaire de matérialiser ces modifications par un avenant, pourront être réexaminées les points suivants, en cas par exemple de modification de l'environnement réglementaire :

- Indice de révision des prix : En cas de suppression de l'indice de révision des prix, le pouvoir adjudicateur communiquera au titulaire celui qui le remplace.
- Les clauses liées au RGPD : En cas de modification de règles ou du traitement des données, le pouvoir adjudicateur communiquera par ordre de service les modifications liées au RGPD.
- Évolution de norme
- En cas de modification interne à l'entreprise titulaire (changement d'adresse, de dénomination sociale, de RIB).

Article 28 : Dérogations au CCAG-TIC

L'article 4 du présent CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG-TIC.

L'article 6.2 du présent CCAP déroge à l'article 13.3 du CCAG-TIC.

L'article 7.2.2 du présent CCAP déroge à l'article 10.2.4 du CCAG-TIC.

Les articles 17, 17.1 et 17.2 du présent CCAP dérogent aux articles 14.1.1 et 14.1.2 du CCAG-TIC.

L'article 24 du présent CCAP déroge à l'article 51 du CCAG-TIC.